

par le révérend Ian Paisley, et le United Kingdom Unionist Party (UKUP), dirigé par Bob McCartney, se sont joints aux négociations. Chacun des neuf partis a dû accepter de souscrire à ce qu'il était maintenant convenu d'appeler « les principes Mitchell ».

C'est grâce à la persévérance et à l'insistance des gouvernements, ainsi qu'au risque qu'a couru David Trimble en acceptant de prendre part à ces pourparlers, que ceux-ci ont pu être amorcés. Les progrès ont cependant été bloqués dès le départ en raison de désaccords au sujet de l'ordre du jour. Trimble voulait qu'on discute d'abord du désarmement. Il avait demandé que la démilitarisation se fasse avant la tenue des négociations, ce qui ne s'était pas produit. Il acceptait maintenant de prendre part aux discussions à la condition expresse que ce désarmement se fasse en même temps, comme l'avait proposé le comité international. À cela, John Hume rétorqua que, si le désarmement était effectivement important et qu'il fallait qu'il ait lieu, les négociations portaient sur la dimension politique et si les parties s'enlisaient sur la question des armes, aucun progrès ne serait possible. Aucun progrès n'a d'ailleurs été réalisé, mais les deux gouvernements ont retenu les parties à la table des négociations et insisté pour que, malgré les désaccords, les discussions aboutissent. Pendant un an, les pourparlers ont donc porté uniquement sur les pourparlers.

On n'a enfin marqué des progrès que lorsque les premiers ministres Bertie Ahearn et Tony Blair ont été réélus en 1997 – Blair avec une large majorité – et qu'ils ont tous deux annoncé que la recherche d'une solution au problème de l'Irlande du Nord était leur première priorité. Ils ont désamorcé la controverse sur la remise des armes en créant la Commission internationale indépendante sur la démilitarisation et en lui confiant le mandat de faciliter ce dernier et de faire rapport aux parties à propos des progrès accomplis. L'IRA a alors déclaré un autre cessez-le-feu, le Sinn Féin a été invité à prendre part aux négociations, le DUP et le UKUP ont décidé de s'en absenter, l'ordre du jour a été approuvé, les questions politiques figurant en haut de liste, et on a enfin lancé les négociations qui allaient aboutir en avril de l'année suivante à l'Accord du Vendredi saint (ou Accord de Belfast).

Au tout début des pourparlers, Cyril Ramaphosa et Roelf Meyer, les deux principaux architectes du processus qui avait mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud, ont fait une visite à Belfast, et j'ai pu passer une heure avec Meyer. Il a énuméré huit facteurs qui, à son avis, avaient été essentiels au succès de leurs discussions, qui avaient elles aussi débuté dans l'acrimonie et avaient été marquées tout au long par des difficultés et des